

*Relations Nord-Sud*

pu être plus forte, mais le gouvernement a au moins répondu positivement.

Cinquièmement, nous avons recommandé que la Canada appuie la filiale énergétique de la Banque mondiale qui, en vertu d'un nouveau concept, d'une nouvelle formule, serait créée et chargée de faire des travaux de prospection dans les pays non industrialisés pour leur trouver du pétrole et du gaz et ainsi réduire leur dépendance vis-à-vis de l'énergie importée. La réaction du gouvernement à cette recommandation est la plus ferme de toutes. Le gouvernement a dit qu'il continuerait d'en appuyer le principe et qu'il s'efforcera de convaincre les pays de l'OPEP et du Nord des avantages de cette filiale de la Banque mondiale. Je félicite le gouvernement pour cette réponse sans équivoque. Si seulement les réactions qu'il a eues aujourd'hui aux autres recommandations avaient été aussi fermes!

Sixièmement, nous avons recommandé que le gouvernement institue une grande enquête publique sur les secteurs industriels les plus susceptibles d'être défavorisés à long terme. Le gouvernement a rejeté cette demande, disant qu'il possédait déjà tous les renseignements sur les ajustements de l'industrie, par exemple dans le secteur du textile. Pour ma part, je dis que les Canadiens ne les connaissent pas ces renseignements et qu'ils ont besoin de se sentir dirigés.

S'il me fallait résumer l'orientation du rapport du groupe de travail sur les relations Nord-Sud, je dirais que l'on y réclame que les Canadiens soient beaucoup mieux informés et participent...

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre.

**M. Roche:** Monsieur l'Orateur, je pourrais terminer mon discours si l'on m'accordait deux minutes.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** Le député ne peut terminer son discours que si la Chambre y consent à l'unanimité.

Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**M. Roche:** Monsieur l'Orateur, je remercie les députés de leur courtoisie.

Je crois que le gouvernement a commis une erreur en rejetant la recommandation qui demandait de consacrer 1 p. 100 des sommes officiellement dépensées pour le développement à renseigner les Canadiens sur le développement. Je suis convaincu que si nous voulons, comme on l'a dit tout à l'heure, convaincre le métallurgiste de Hamilton, la ménagère de Regina et des millions de Canadiens à propos de cette question complexe et à nombreuses facettes des relations Nord-Sud, il nous faut accentuer notre travail d'éducation.

● (1800)

Le gouvernement n'a malheureusement pas pris d'engagement à l'égard d'une nouvelle stratégie quinquennale de développement international. J'estime qu'il aurait dû prendre cet engagement. La dernière, celle de 1975-1980, comportait 21 points. Il est malheureux que de l'avis de l'Institut Nord-Sud, 13 des 21 points n'aient été cotés que médiocres ou insatisfaisants. Pourtant, mieux vaudrait avoir au moins une stratégie qui nous permette d'évaluer les progrès du gouvernement.

Enfin, la preuve de l'adhésion du gouvernement au rapport Nord-Sud dépendra de la façon dont le Canada réussira, lors du prochain sommet économique, à convaincre ses partenaires industrialisés, surtout les États-Unis, le Royaume Uni et l'Al-

lemagne, de la nécessité d'établir un nouveau dialogue Nord-Sud. La preuve dépendra de la nature des directives que le gouvernement donnera à ses négociateurs lors de la ronde de négociations économiques qui doivent suivre le sommet Nord-Sud.

La preuve dépendra également de la façon dont le gouvernement se conformera aux exhortations que Lester B. Pearson a adressées au monde lors de son discours d'acceptation du prix Nobel de la paix, exhortations portant que le progrès économique et social est une nécessité politique dans tous les pays du globe. Et il a ajouté ce qui suit:

Si nous n'en tenons pas compte, la paix ne régnera jamais.

[Français]

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre! Comme il est 6 heures de l'après-midi, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 8 heures ce soir.

### REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

[Traduction]

**M. l'Orateur adjoint:** A 6 heures, le député d'Edmonton-Sud (M. Roche) avait terminé ses observations.

[Français]

Je donne la parole à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

**L'hon. Pierre De Bané (ministre de l'Expansion économique régionale):** Monsieur le président, c'est un honneur pour moi de présenter à la Chambre la politique que le gouvernement canadien poursuit depuis de nombreuses années en vue de faire avancer et réaliser dans toutes ses composantes nationales et internationales ce que je pourrais décrire comme la communauté des pays et des peuples entièrement ou partiellement de langue française. Bref, je voudrais faire le bilan et tracer les voies d'avenir de la francophonie.

Le Canada, monsieur le président, a joué un rôle fondamental et continue d'être à l'avant-scène dans la création, l'appui et la mise en œuvre de cette coopération et de ce dialogue entre les peuples et les nations qui se rassemblent à travers la francophonie internationale. Le Canada a mené et mène encore son action conjointement et simultanément au niveau multilatéral et à l'échelle bilatérale avec tous les pays qui possèdent en commun la langue française comme instrument de communication.

Cette manifestation de rapprochement, de collaboration et d'entraide exigée par un monde complexe et interdépendant dans tous ses aspects humains et techniques a conduit à la création, au plan international, de plusieurs institutions intergouvernementales dont la plus importante est l'Agence de coopération culturelle et technique, sans oublier la conférence annuelle des ministres de l'Éducation, celle des ministres de la Jeunesse et des Sports et la création d'organisations et d'associations non gouvernementales également très actives au sein du Mouvement francophone international.

Le gouvernement canadien a été actif au sein de la francophonie dès ses débuts. Il a joué un rôle majeur dans la création et l'essor de ses nombreuses institutions depuis les années 1960. L'épanouissement du fait français au Canada, et son expansion au plan externe ont servi de motivation profonde à